

(1)
(N° 70.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 17 FÉVRIER 1904.

Répression des abus dans le commerce des cafés.

(Pétitions de la Chambre de commerce et d'industrie de Mons; de la Chambre de commerce de Liège; de l'Union syndicale des négociants en denrées alimentaires, vins et spiritueux, à Liège; de la Ligue du commerce et de l'industrie, à Gand; de Ligue provinciale du commerce et de l'industrie du Limbourg, à Hasselt, et d'habitants d'Anvers, Bruxelles, Beerzinge, Braine-le-Comte, Courcelles, Dour, Fontaine-l'Évêque, Gand, Gosselies, Hasselt, Huy, Liège, Marche, Mons, Namur, Ran-art, Seraing, Tongres, Thurn, Tournai, Verviers et Wavre, présentées les 5 et 19 mai 1903; 9, 10 et 25 juin 1903; 15 juillet 1903 et 10 novembre 1903.)

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DE L'INDUSTRIE (1),
PAR M. TRASENSTER.

MESSIEURS,

De nombreuses pétitions, adressées à la Chambre, signalent le danger des manipulations auxquelles on soumet les cafés avariés pour leur donner l'aspect de cafés sains et les introduire dans la consommation. Ces abus, véritablement scandaleux, ont été dénoncés à la tribune de la Chambre le 14 février 1903 et à celle du Sénat le 17 février, par des orateurs appartenant aux divers partis politiques.

Il semble établi qu'en dépit des lois et règlements sur la matière, la Belgique sert de débouchés aux rebuts de la consommation étrangère et absorbe des quantités notables de cafés moisis, gâtés ou corrompus : la suppression de tout droit d'entrée sur les cafés bruts, depuis le 1^{er} janvier 1904, ne pourra qu'aggraver cette situation si des mesures énergiques ne sont pas prises pour enrayer le mal.

Ainsi que l'expliquent les pétitionnaires, c'est grâce à certaines manipulations qu'on parvient à donner à des cafés d'une odeur et d'un aspect absolu-

(1) La Commission permanente de l'Industrie est composée de MM. Bauduin, Brabant, Cartuyvels, Cooreman, Dallemagne, de Winter, Duquesne, Feron, Hubert, Hubin, Maenhaut, Trassenster, Van Langendonck, Verhaegen.

ment répugnants, tous les caractères d'un produit sain et appétissant : c'est pendant la torréfaction que se pratique cette toilette, ce maquillage des cafés avariés, qui ne permet plus au consommateur de soupçonner leur détestable qualité.

Cette préparation consiste, généralement, en une coloration et un enrobage qui se pratiquent au moyen de substances minérales, de graisses, de laque et d'autres matières. Ces produits ne sont pas tous, par eux-mêmes, nuisibles à la santé, bien que certaines matières colorantes cèdent à l'infusion des quantités appréciables de sels de plomb, évidemment nocives. Mais le danger de ces falsifications réside dans la possibilité qu'elles donnent d'écouler les cafés avariés et malsains avec tous les dehors des produits les plus irréprochables et les mieux cotés.

Des échantillons fournis à la commission lui ont permis de vérifier l'exactitude de l'affirmation produite en ces termes par les pétitionnaires :

« Les résultats auxquels les falsificateurs sont arrivés, grâce au nettoyage, » au lavage, à la désinfection chimique, à la teinture et à l'enrobage, sont » vraiment surprenants. D'une marchandise répugnante, qu'on n'a pas qua- » lifié d'un mot trop dur à la Chambre en l'appelant une véritable saleté, » ils arrivent, sans en modifier, du reste, la détestable qualité, à faire un » produit d'aspect agréable et même flatteur à l'œil. Après cette trituration, » il n'est plus possible, sans des connaissances spéciales et sans un examen » minutieux, de déceler la véritable nature de ces cafés quand ils sont pré- » sentés en vente torréfiés. »

Le mal est patent, indéniable, et les négociants honnêtes se joignent aux consommateurs pour demander qu'il soit mis un terme à des errements aussi nuisibles aux uns qu'aux autres.

Unanime à constater le mal, la Commission a consacré plusieurs séances à l'examen des remèdes proposés, qui a soulevé dans son sein certaines divergences d'appréciation.

Avant de les exposer, il ne sera pas inutile de rappeler la législation sur la matière.

La loi du 4 août 1890, relative à la falsification des denrées alimentaires, arme le gouvernement de pouvoirs suffisants pour surveiller la préparation de ces denrées et empêcher la vente des substances alimentaires falsifiées ou contrefaites.

En ce qui concerne spécialement les cafés, l'arrêté royal du 28 septembre 1891, pris en exécution de la loi, interdisait de vendre sous la dénomination de cafés « des substances diverses autres que le café, » mélangées ou non avec du café ou avec des éléments constitutifs de » celui-ci et se trouvant soit en poudre, soit en grains d'aspect semblable à » celui de cette denrée ».

Cette disposition permettait, semble-t-il, d'interdire la vente des cafés colorés et enrobés au moyen de matières étrangères.

Aussi a-t-il fallu un nouvel arrêté royal, du 30 novembre 1898, pour légitimer ces manipulations.

Cet arrêté ajoute à l'arrêté de 1891 la disposition suivante :

« Toutefois, on tolérera la coloration du café à l'aide de matières inoffen-
» sives, de même que l'enrobage à l'aide de matières grasses alimentaires
» ou de sucre, à la seule condition que la proportion de substances étran-
» gères ainsi ajoutées au café ne dépasse pas 1 p. c. du poids total de la
» denrée.

» Le café apprêté à l'aide de matières inoffensives autres que les colorants,
» les matières grasses alimentaires et le sucre, par exemple à l'aide de
» gomme-laque, pourra être vendu, exposé en vente, détenu ou transporté
» pour la vente ou la livraison sous une étiquette indiquant en caractères
» bien apparents la nature de la substance ajoutée, par exemple : *café*
» *laqué*.

» L'enrobage au moyen d'hydrocarbures (vaseline, paraffine, etc.) est
» déclaré nuisible à la santé et partant interdit. »

Cet arrêté légitime, légalement l'enrobage et le maquillage du café : la disposition prescrivant l'étiquetage est, affirme-t-on fort peu observée, vu la difficulté de distinguer les cafés enrobés, difficulté reconnue par le Ministre de l'Agriculture dans la discussion du 14 février.

Au surplus, l'arrêté permet de vendre impunément, sans étiquette spéciale, comme bons cafés naturels, les cafés avariés, colorés ou enrobés au moyen de matières inoffensives, et comme cafés laqués aussi bien les cafés avariés que les cafés sains. Et si, comme le prétendent les partisans de l'enrobage, cette manipulation a pour effet de faciliter la conservation du bon café, le laquage des cafés avariés profitera du préjugé favorable créé par cette théorie.

L'existence des abus constatés ne permet du reste pas de considérer la législation existante comme efficace.

Plusieurs remèdes ont été proposés.

Le premier, le plus simple à première vue, serait d'empêcher l'importation des cafés avariés, crus ou torréfiés, en exerçant une surveillance sévère sur les arrivages.

Mais il ne faut pas perdre de vue que beaucoup de cafés avariés proviennent du triage des cafés bruts mal soignés et qu'il serait impossible d'en empêcher l'entrée. La commission a été cependant unanime à demander la prohibition rigoureuse, et au besoin la destruction des cargaisons de cafés manifestement avariés par suite de naufrages ou d'incendies.

Le second remède consisterait à interdire la coloration et l'enrobage des cafés, dont l'utilité est contestée et qui permet, trop souvent, de dissimuler les défauts des cafés avariés et de faire accepter par les consommateurs des produits frelatés, parfois malsains, dont ils ne voudraient à aucun prix s'ils étaient présentés dans leur état naturel.

Cette interdiction, qui suppose la surveillance des ateliers de torréfaction où se pratique l'enrobage, devrait être complétée par l'interdiction de l'entrée des cafés enrobés, ou, ce qui serait plus pratique, par l'interdiction de l'entrée des cafés torréfiés.

En effet, étant donné que, depuis le 1^{er} janvier 1904, l'entrée des cafés crus est libre et que celle des cafés torréfiés est frappée d'un droit de 10 centimes au kilogramme, il est évident que l'importation des cafés torréfiés sains n'est plus guère possible : il y aura toujours avantage à introduire ces cafés à l'état brut, libres de droits et à les torréfier en Belgique; les nombreuses autorisations d'établissement de fabriques pour la torréfaction des cafés, dans notre zone frontière, accordées à des étrangers dans les derniers mois de 1903, le prouve à l'évidence.

Les cafés torréfiés, importés sous le nouveau régime, seront nécessairement suspects, car ce commerce ne sera guère possible qu'avec des cafés crus avariés, achetés à bas prix et revendus torréfiés, grâce à un maquillage dissimulant leurs défauts. Leur importation même sera une présomption de falsification.

On ne pourrait nous accuser, à ce propos, de protectionnisme, car la torréfaction du café est une opération si facile, exigeant si peu de capitaux, qu'elle est à la portée de tout le monde et qu'un renchérissement du café torréfié n'est pas à craindre avec la libre entrée des cafés crus.

Néanmoins, la commission n'a pas cru devoir aller jusqu'à l'interdiction absolue de l'enrobage, repoussée par 3 voix contre 3 et une abstention; l'enrobage par des matières grasses alimentaires, pratiqué même dans les ménages dans le but de conserver l'arôme du café torréfié, a paru offrir peu d'inconvénients. Par contre, la commission a été unanime pour réclamer l'application rigoureuse des dispositions interdisant l'enrobage *par des substances nuisibles à la santé*; par 6 voix contre 1 elle s'est déclarée favorable à l'interdiction de la teinture des cafés au moyen de matières colorantes et elle s'est montrée disposée à se rallier, en majorité, à l'interdiction de l'enrobage au moyen de gomme laque et de matières non assimilables.

Le Rapporteur,

T. TRASENSTER.

Le Président,

JEAN DE WINTER.



NOTE DE LA MINORITÉ.

Un membre de la minorité fait connaître les motifs qui l'empêchent de se rallier aux conclusions du rapport voté par la majorité de la Commission.

Ce membre fait observer que le Gouvernement et le commerce en général attendent les meilleurs résultats de la loi du 18 février 1903, qui dégrève complètement le café cru et réduit à 10 francs par 100 kilos le droit d'entrée sur le café torréfié importé en Belgique.

Cette loi, discutée et promulguée en février 1903, n'entre en vigueur que le 1^{er} janvier 1904. Il convient donc d'attendre qu'elle ait pu produire des *résultats décisifs*, avant de pouvoir juger si éventuellement une modification s'imposera.

Dès le mois d'avril et ultérieurement en juin et juillet 1903, l'Union syndicale des négociants en denrées alimentaires, vins et spiritueux, de Liège, et divers autres pétitionnaires ont fait parvenir à la législature des pétitions demandant « la défense de teindre et d'enrober les cafés et l'interdiction de vendre des cafés ainsi préparés, qu'ils aient été importés crus » ou torréfiés ».

Il importe de faire remarquer que la quantité des cafés torréfiés importée en Belgique pendant les années 1900-1901 et 1902 ne représente qu'une *moyenne par année de 5.17 p. c.* de la quantité totale des cafés importés dans le pays pendant cette période. Et tout porte à croire que sous le régime de la loi du 18 février 1903, l'importation des cafés torréfiés diminuera considérablement, en effet :

Le café cru importé en Belgique payait un droit d'entrée de 10 francs par 100 kilos, tandis que le café torréfié était frappé d'un droit de 13 francs par 100 kilos, soit une différence de 3 francs seulement par 100 kilos. Depuis le 1^{er} janvier 1904, le café cru est libre et le café torréfié réduit au droit de 10 francs par 100 kilos.

En conséquence l'écart qui, sous le régime de la loi antérieure, était de 3 francs seulement par 100 kilos, s'élève actuellement à 10 francs par 100 kilos, soit une augmentation de droits de 7 francs par 100 kilos sur les cafés torréfiés introduits en Belgique.

Il n'est donc pas étonnant que de nombreuses demandes d'autorisation d'établir des fabriques pour la torréfaction des cafés dans notre zone frontitière, aient été faites par des étrangers pendant ces derniers mois ; et fort

probablement de nouvelles demandes se produiront encore à l'avenir, spécialement de la part de nos voisins du nord, en effet :

Sur un ensemble de 4,951,695 kilos de cafés torréfiés importés en Belgique en 1903, un total de 4,872,503 kilos, soit environ 97 p. c., provenaient des Pays-Bas, et seulement 59,392 kilos, ou environ 3 p. c., du Brésil, de France, d'Allemagne et d'autres pays.

Cela étant, je crois pouvoir conclure avec certitude, que la quantité des cafés torréfiés qui sera encore importée en Belgique sous le régime de la nouvelle loi, diminuera rapidement. Déjà, pendant le premier mois de 1904, comparé à celui de 1903, la quantité de cafés torréfiés importée en Belgique, a diminué des trois cinquièmes, et tout porte à croire qu'avant longtemps, elle se réduira à 1 p. c. des importations de cafés crus ou à une quantité plus négligeable encore. Pareille situation rendra plus facile et plus efficace la surveillance des cafés torréfiés éventuellement encore introduits en Belgique et elle ne me paraît guère justifier les mesures prohibitives sollicitées par les pétitionnaires.

Quoi qu'il en soit, les lois et les arrêtés en vigueur me semblent armer le gouvernement et la justice des moyens et des pouvoirs nécessaires pour réprimer efficacement les fraudes et les tromperies qui se pratiqueraient sur le café torréfié, et pour empêcher sévèrement à l'avenir l'importation, la détention et la vente de cafés manifestement gâtés ou malsains, provenant soit de sauvetages d'incendies ou de chargements ou parties de chargements de cafés sombrés ou devenus impropres à la consommation.

De pareilles mesures s'imposent autant dans l'intérêt du commerce et de l'industrie honnêtes que dans celui de l'hygiène et de la santé publique. Il importe donc qu'elles soient appliquées *avec la plus grande rigueur*.

Quant à la coloration et à l'enrobage des cafés, dont les pétitionnaires demandent l'interdiction, sans même en excepter la marchandise de qualité saine, loyale et marchande, c'est là, quoi qu'ils en disent, une opération inoffensive, autorisée par la loi et surveillée en Belgique par les agents du gouvernement et d'ailleurs pratiquée dans tous les pays. Elle consiste à donner aux fèves une certaine couleur, un glaçage et une belle apparence, par l'addition, au moment de la torréfaction, d'une *très minime* quantité de matières colorantes, de gomme-laque ou d'autres produits similaires, fixés par arrêté royal.

Les cafés bien enrobés et torréfiés ont le double avantage de conserver plus longtemps leur arôme et leurs qualités naturelles et de mieux répondre ainsi, sous divers rapports, aux préférences et aux exigences des acheteurs.

Le commerce et l'industrie ont tout intérêt, en Belgique aussi bien que partout ailleurs, à tenir compte de ces préférences, plutôt qu'à les discuter ou à les combattre.

La demande d'interdire la teinture et l'enrobage des cafés ne paraît donc nullement justifiée, et mieux vaut, je pense, que les agents du gouvernement puissent surveiller efficacement ces opérations dans les quelques grandes usines qui en font une spécialité dans notre pays, que de voir la torréfaction et l'enrobage des cafés se pratiquer comme jadis, dans les greniers

ou les magasins des détaillants, où la surveillance deviendrait fort difficile sinon impossible; ce qui pourrait donner lieu à de graves abus, par l'emploi de matières plus ou moins dangereuses et non autorisées par le gouvernement.

Pour ces motifs, et tout en demandant que le gouvernement et la justice prennent les mesures nécessaires pour empêcher l'importation, la détention et la vente des cafés crus ou torréfiés qui seraient manifestement gâtés ou malsains, provenant soit de sauvetages d'incendies ou de cargaisons ou parties de cafés sombrés ou devenus impropres à la consommation, le membre soussigné a cru devoir voter^é contre les conclusions du rapport adopté par la majorité des membres de la Commission.

Il a, en conséquence, l'honneur de proposer le renvoi des pétitions à MM. les Ministres de la Justice et de l'Agriculture.

JEAN DE WINTER.

ANNEXE

Bruxelles, le 6 novembre 1903.

A Monsieur Maenhaut, membre de la Chambre des Représentants,

MONSIEUR LE REPRÉSENTANT,

Par lettre du 30 juillet dernier, vous me posez, au nom de la Commission permanente de l'industrie et du commerce, la question suivante : « Les moyens d'investigation dont dispose la science actuelle permettent-ils de reconnaître les cafés sains et les cafés avariés quand ils ont subi l'opération d'enrobage? »

L'enrobage du café est une opération qui consiste à l'envelopper d'une couche de substance telle que graisse, sucre, oxyde de fer, qui en améliore l'aspect et en cache les tares. En enlevant au café, par lavage ou autrement, la substance enveloppante, on lui rend son état et son aspect naturels, ce qui permet de l'examiner comme le café non enrobé.

Agréez, Monsieur le Représentant, l'assurance de ma considération très distinguée.

Le Ministre,

B^{ON} VAN DER BRUGGEN.

(4)
(Nr 70.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 17 FEBRUARI 1904.

Beteugeling van de misbruiken in den koffiehandel.

(Verzoekschriften van de Kamer van koophandel en nijverheid te Bergen; van de Kamer van koophandel te Luik; van de Syndicale Vereeniging der handelaars in eetwaren, wijn en sterke dranken, te Luik; van den Handels- en Nijverheidsbond, te Gent; van den Provinciaal Bond van handel en nijverheid in Limburg, te Hasselt, en van ingezetenen van Antwerpen, Brussel, Beerlingen, 's Gravenbrakel, Loucelles, Dour, Fontaine-l'Évêque, Gent, Gosselies, Hasselt, Hoei, Luik, Marche, Bergen, Namen, Ransart, Seraing, Tongeren, Thuin, Doornik, Verviers en Wavre, ingezonden den 5^e en 19^e Mei 1903; den 9^e, 10^e en 25^e Juni 1903; den 15^e Juli 1903 en den 10^e November 1903.)

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE ⁽¹⁾ VOOR NIJVERHEID, UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER TRASENSTER.

MIJNE HEEREN,

Talrijke verzoekschriften, aan de Kamer toegestuurd, wezen op het gevaar van de kunstmatige bewerkingen die men doet ondergaan aan beschadigde koffie, ten einde haar het voorkomen van gezonde koffie te geven, en ze aan het verbruik over te leveren. Deze waarlijk schandalige misbruiken werden, den 14^e Februari 1903, aan de kaak gesteld in deze Kamer, en den 17^e Februari in den Senaat, en wel door sprekers behorende tot de verschillende politieke partijen.

Het schijnt bewezen dat, ondanks de wetten en verordeningen op dit gebied, het uitschot van wat in vreemde landen wordt verbruikt naar België wordt gestuurd, en dat hier aanmerkelijke hoeveelheden maffe of bedorven koffie naartoe komen: deze toestand kan, nadat sedert 1 Januari 1904 alle invoerrecht op ruwe koffie is ingetrokken, slechts erger worden, zoo er geene krachtige middelen worden genomen om het kwaad te stuiten.

(1) De bestendige Commissie voor Nijverheid bestaat uit de heeren Beauduin, Brabant, Cartuyvels, Cooreman, Dallemagne, de Winter, Duquesne, Feron, Hubert, Hubin, Maenhaut, Trassenster, Van Langendonck, Verhaegen.

Zooals de stellers der verzoekschriften uitleggen, is het dank aan zekere kunstmatige bewerkingen dat men aan koffie, volstrekt walgelijk van geur en uitzicht, gansch het voorkomen van eene gezonde en smakelijke waar geeft: die beschadigde koffie wordt tijdens het branden « geblanket », zoodat de verbruiker hare afschuwelijke hoedanigheid niet eens meer vermoedt.

Deze toebereiding bestaat doorgaans uit eene kleuring en glanzing door middel van minerale zelfstandigheden, vetwaren, lak en andere stoffen. Op zichzelf zijn die voortbrengselen niet alle schadelijk voor de gezondheid, ofschoon sommige kleurstoffen aanmerkelijke hoeveelheden loodzuur bevatten, wat blijkbaar nadeelig is. Doch dergelijke vervalschingen zijn gevaarlijk, omdat zij de mogelijkheid laten bestaan, beschadigde en ongezone koffie te verkoopen met al het voorkomen van de meest onberispelijke en de best aangeschreven voortbrengselen.

Uit monsters, aan de Commissie overhandigd, kon deze zich vergewissen van de echtheid der onderstaande beweringen van de stellers der verzoekschriften :

« Dank aan het kuischen, wasschen en scheikundig ontsmetten, het kleuren en glanzen, verwierven de vervalschers waarlijk verbazenden uitslag. Van eene walgelijke waar, die ter Kamer niet te erg werd bestempeld met de uitdrukking « eene echte vuiligheid », maken zij, zonder overigens het doorslecht gehalte te wijzigen, een behaaglijk en het oog streelend voortbrengsel. Na deze vervalsching, kan men onmogelijk, zonder bijzondere kennis en zonder een nauwkeurig onderzoek, den wezenlijken aard van die koffie ontdekken, wanneer zij gebrand wordt te koop gesteld. »

Het is een tastbaar, onloochenbaar kwaad, en alle eerlijke kooplieden vragen met de verbruikers dat er een einde kome aan handelingen, zoo schadelijk voor allen.

Eenparig stelde de Commissie het kwaad vast. In onderscheiden vergaderingen onderzocht zij de voorgestelde middelen, en verschillende meeningen werden daarover geopperd.

Alvorens deze uiteen te zetten, zal het raadzaam wezen de wetten dien-aangaande te herinneren.

De wet van 4 Augustus 1890, op het vervalschen van eetwaren, geeft de Regeering voldoende macht om het bereiden van die waren te bewaken, en te verhinderen dat vervalschte of nagemaakte eetwaren worden te koop gesteld.

Inzonderheid voor koffie, verbood het koninklijk besluit van 28 September 1891, genomen ter uitvoering van de wet, onder den naam van koffie te verkoopen « andere zelfstandigheden dan koffie, al of niet vermengd met » bestanddeelen die deze uitmaken, en in poeder of korrels hetzelfde voorkomen als deze waar hebben ».

Naar 't schijnt, kon men, krachtens deze bepaling, verbieden alle met vreemde stoffen gekleurde of geglansde koffie te verkoopen.

Ook moest er, om deze bewerkingen te veroorloven, den 30ⁿ November 1898 een nieuw koninklijk besluit worden genomen.

Door dit besluit wordt onderstaande bepaling toegevoegd aan het besluit van 1891 :

« Evenwel wordt veroorloofd koffie te kleuren door middel van onschadelijke stoffen, en ze te glanzen met voedende vetwaren of suiker, onder » dit beding dat er niet meer vreemde zelfstandigheden dan 1 t. h. van het » gansche gewicht der waar aldus aan de koffie worde toegevoegd.

» Koffie, toe bereid door middel van andere onschadelijke stoffen dan » kleursel, voedende vetwaren en suiker, bij voorbeeld gomlak, mag » worden verkocht, te koop gesteld, in bezit gehouden of vervoerd tot ver- » koop of aflevering, onder een opschrift dat in goed uitschijnende woorden » den aard aanduidt van de toegevoegde zelfstandigheid, bij voorbeeld : » *verlakte koffie*.

» Het glanzen door middel van koolwaterstofverbindingen (vaseline, paraf- » fine, enz.), wordt voor de gezondheid schadelijk verklaard en bijgevolg » verboden. »

Door dit besluit wordt het glanzen en blanketten van koffie gewettigd : men beweert dat de bepaling betreffende het opschrift zeer weinig wordt nagekomen, daar het moeilijk is geglansde koffie te onderscheiden, en tijdens de beraadslaging op 14ⁿ Februari, erkende de Minister van Landbouw deze moeilijkheid.

Het besluit veroorlooft daarenboven om straffeloos, zonder opschrift, als goede natuurlijke koffie te verkoopen, beschadigde, door middel van onschadelijke stoffen gekleurde of geglansde koffie, en als verlakte koffie, zoowel beschadigde als gezonde koffie. En zoo, gelijk wordt beweerd door de voorstanders van het glanzen, door deze bewerking goede koffie gemakkelijker bewaart, dan zal dit vooroordeel ten goede komen aan verlakte beschadigde koffie.

Gezien de vastgestelde misbruiken, kan overigens de bestaande wetgeving niet als doelmatig worden beschouwd.

Verscheidene maatregelen werden voorgesteld.

Op 't eerste gezicht, ware een eerste middel het verbod om beschadigde ruwe of gebrande koffie in te voeren en op dien invoer streng toezicht te houden.

Doch men vergete niet dat veel beschadigde koffie voortkomt van het sorteeren van slecht verzorgde ruwe koffie, en dat dezer invoer onmogelijk kan worden verboden. Toch vroeg de Commissie eenparig dat het invoeren van ladingen blijkbaar door zeeramp of brand beschadigde koffie streng zou verboden en dat zij desnoods vernietigd zouden worden.

Een tweede middel ware het kleuren en glanzen van koffie te verbieden. Het nut van die bewerking wordt betwist, en al te vaak veroorlooft zij de gebreken van beschadigde koffie te verbergen, zoodat de verbruikers vervalschte, soms ongezonde voortbrengselen koopen, die zij ten geen en prijze zouden willen, zoo deze koopwaren in hun natuurlijke toestand werden aangeboden.

Dit verbod, waarbij men onderstelt dat de plaatsen waar koffie wordt gebrand en geglansd onder toezicht staan, zou moeten aangevuld worden door het verbod om geglansde koffie, of, wat doeltreffender zou wezen, gebrande koffie in te voeren.

Want vermits sedert 1 Januari 1904 ruwe koffie vrij van rechten wordt ingevoerd, en er op gebrande koffie een recht van 10 centiemen per kilo wordt geheven, wordt blijkbaar het invoeren van gezonde gebrande koffie schier onmogelijk : 't zal steeds voordeeliger zijn deze koffie ruw en vrij van rechten in te voeren en ze in België te branden; dit blijkt ten overvloede uit de talrijke machtigingen, in de laatste maanden van 1903 aan vreemdelingen verleend om koffiebranderijen op te richten in onze grensstreek.

Gebrande koffie, onder het nieuw stelsel ingevoerd, moet noodzakelijk verdacht voorkomen, want die handel zal slechts mogelijk zijn met beschadigde ruwe koffie, tegen lagen prijs aangekocht en gebrand voortverkocht, dank aan het blanketten dat al de gebreken verbergt. Het louter invoeren van zulke koffie zal vervalsching laten vermoeden.

Hier kan ons geen verwijt van beschermingszucht worden gedaan, want het branden van koffie is zoo gemakkelijk en vereischt zoo weinig kapitaal dat iedereen het kan ondernemen, nu er, gezien den vrijen invoer van ruwe koffie, geene vrees bestaat voor opslag in gebrande koffie.

Nochtans besloot de Commissie niet tot volstrekt verbod van glanzen : het werd verworpen met 3 stemmen tegen 3 en ééne onthouding ; het glanzen door middel van voedende vetwaren, dat zelfs in het huishouden geschiedt, ten einde aan gebrande koffie haar geur te behouden, scheen weinig bezwaar op te leveren. Daarentegen vroeg de Commissie eenparig om strenge toepassing van de bepalingen die verbieden te glanzen *met voor de gezondheid schadelijke bestanddeelen* ; met 6 stemmen tegen 1 verklaarde zij zich voor het verbod om koffie te kleuren door middel van kleurstoffen, en toonde zich meerendeels geneigd om in te stemmen met het verbod tot glanzing door middel van gomlak en niet voor voeding geschikte zelfstandigheden.

De Verslaggever,

T. TRASENSTER.

De Voorzitter,

JAN DE WINTER.

— 00 —

NOTA VAN DE MINDERHEID.

Een lid der minderheid gaf op om welke redenen hij zich niet kon vereenigen met het besluit van het verslag, goedgekeurd door de meerderheid der Commissie.

Dit lid deed opmerken dat de Regeering en de handel over 't algemeen de beste uitslagen verbeiden van de wet van 18ⁿ Februari 1903, waardoor ruwe koffie volkomen is vrijgesteld van rechten en het recht op in België ingevoerde koffie verlaagd tot 10 frank per 100 kilo.

Deze wet, onderzocht en afgekondigd in Februari 1903, werd eerst den 1ⁿ Januari 1904 van kracht. Dus behoort men te wachten tot zij *beslissende uitslagen* heeft kunnen opleveren, alvorens te kunnen oordeelen of mogelijk eene wijziging noodzakelijk zal wezen.

Reeds in de maand April, en verder in Juni en Juli 1903, stuurden de Syndicale Vereeniging der handelaars in eetwaren, wijn en sterke dranken, te Luik, en verscheidene andere personen aan de Kamer verzoekschriften toe, om te vragen « dat het zou worden verboden koffie te kleuren en te » glanzen, alsmede aldus toebereide koffie te verkoopen, hetzij deze ruw » of gebrand is ingevoerd ».

Hier dient te worden aangemerkt dat er tijdens de jaren 1900-1901 en 1902 slechts voor *gemiddeld 5.17 t. h. per jaar* gebrande koffie in België werd ingevoerd, op de gansche hoeveelheid koffie die gedurende dat tijdvak in ons land kwam. En alles laat onderstellen dat met de wet van 18ⁿ Februari 1903 de invoer van gebrande koffie aanzienlijk zal vermindern.

Trouwens, op in België ingevoerde ruwe koffie werd een recht betaald van 10 frank per 100 kilo, terwijl gebrande koffie 13 frank per 100 kilo betaalde, wat een verschil maakt van slechts 3 frank per 100 kilo. Sedert 1 Januari 1904, is ruwe koffie vrij van rechten en het recht op gebrande koffie verminderd tot 10 frank per 100 kilo.

Bijgevolg is het verschil, dat onder de vorige wet slechts 3 frank per 100 kilo bedroeg, gestegen tot 10 frank, dus eene verhooging van 7 frank per 100 kilo op gebrande koffie, in België ingevoerd.

Dus is het niet te verwonderen dat er in de laatste maanden door vreemdeelingen talrijke aanvragen werden gedaan om koffiebranderijen op te richten in onze grensstreek, en hoogst waarschijnlijk zullen later nog meer aanvragen ontstaan, inzonderheid vanwege onze noorderburen.

Want van de gezamenlijke 1,931,695 kilo in 1903 in België ingevoerde

gebrande koffie. kwamen 1.872,303 kilo, of nagenoeg 97 t. h. uit Nederland. en slechts 59.592 kilo, of nagenoeg 3 t. h., uit Brazilië, Frankrijk, Duitschland en andere landen.

Dit zoo zijnde, meen ik met zekerheid te mogen besluiten dat de hoeveelheid gebrande koffie, die onder de nieuwe wet nog in België zal worden ingevoerd, snel zal afnemen. Reeds in de eerste maand van 1904, vergeleken met die van 1903, verminderde de hoeveelheid in België ingevoerde koffie met drie vijfden, en alles laat voorzien dat zij eerlang zal zijn geslonken tot 1 t. h. van den invoer van ruwe koffie, of nog oneindig minder. In dergelijken toestand zal het gemakkelijker en doelmatiger worden een wakend oog te houden op gebrande koffie, die nog in België zou worden ingevoerd, en dit schijnt mij niet van aard om de verbodsmaatregelen te billijken, die de stellers der verzoekschriften vragen.

Hoe het ook zij, de bestaande wetten en besluiten schijnen mij toe de Regeering en het gerecht de noodige middelen en macht te verschaffen om doelmatig het bedrog te beteugelen, dat zou worden gepleegd met gebrande koffie, en om voortaan streng te verhinderen den invoer, het in bewaring houden en den verkoop van blijkbaar bedorven of ongezone koffie, gered uit brand of uit verzonken ladingen of gedeelten van ladingen en voor het verbruik ongeschikt geworden.

Dergelijke maatregelen zijn zoowel noodig in 't belang van eerlijke handelaars en nijveraars als in 't belang van de openbare gezondheid. Derhalve moeten zij *zeer streng* worden toegepast.

Wat nu het kleuren en glanzen der koffie betreft, dat de stellers der verzoekschriften willen verbieden, zelfs zonder uitzondering voor gezonde, goede en verkoopbare waar, dat is, wat zij er ook van zeggen, eene onschadelijke bewerking, door de wet veroorloofd en in België bewaakt door regeeringsbeambten, en 't wordt in alle landen gedaan. Daardoor geeft men aan de koffieboonen zekere kleur en glans en een fraai voorkomen, door er bij het branden eene *hoogst geringe* hoeveelheid kleurstoffen, gomlak of andere bij koninklijk besluit bepaalde dergelijke voortbrengselen aan toe te voegen.

Goed geglansde en gebrande koffie levert dit dubbel voordeel op, dat zij langer haren geur en hare natuurlijke hoedanigheden behoudt, en aldus in meer dan één opzicht beter beantwoordt aan de voorkeur en de eischen der koopers.

In België, zoowel als overal elders, hebben handel en nijverheid er alle belang bij om die voorkeur niet uit het oog te verliezen, veeleer dan ze te betwisten of te bestrijden.

Dus schijnt de vraag om het kleuren en glanzen van koffie te verbieden, geenszins gerechtvaardigd, en mij dunkt dat het beter ware zoo de regeeringsbeambten doelmatig deze verrichtingen konden nagaan in de weinige groote branderijen, daartoe inzonderheid in ons land opgericht, dan wel zooals vroeger koffie te laten branden en glanzen op zolders of in de magazijnen van winkeliers, waar toezicht hoogst moeilijk, zooniet onmogelijk wordt, wat aanleiding kan geven tot erge misbruiken, door het bezigen van min of meer gevaarlijke, door de Regeering niet veroorloofde zelfstandigheden.

Al vraagt het ondergeteekende lid dat Regeering en gerecht de noodige maatregelen nemen om te verhinderen den invoer, het in bewaring houden en den verkoop van blijkbaar bedorven of ongezonde koffie, gered uit brand of uit verzonken ladingen of gedeelten van ladingen, en voor het verbruik ongeschikt geworden, toch heeft hij, om die redenen, gemeend niet te moeten instemmen met het besluit van het verslag, dat werd goedgekeurd door de meerderheid van de leden der Commissie.

Bijgevolg heeft hij de eer voor te stellen dat de verzoekschriften worden verzonden aan de heeren Ministers van Justitie en van Landbouw.

JAN DE WINTER.



BIJLAGE

Brussel, 6 November 1905.

Den Heere Maenhaut, lid van de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

MIJNHEER DE VOLKSVERTEGENWOORDIGER,

Bij brief van 30 Juli laatstleden, stelt gij mij, namens de Bestendige Commissie voor nijverheid en koophandel, de volgende vraag : « Veroorloven de opsporingsmiddelen, waarover de wetenschap thans beschikt, gezonde uit beschadigde koffie te onderscheiden, wanneer zij geglansd is ? »

Het glanzen van koffie is haar bedekken met eene laag vet, suiker of ijzer-oxyde, die het voorkomen verbetert en de gebreken verbergt. Neemt men, door wassching of anderszins, de haar omkleedende zelfstandigheid weg, zoo krijgt zij opnieuw haar natuurlijke toestand en voorkomen, wat veroorlooft ze te onderzoeken evenals ongeglansde koffie.

Aanvaard, Mijnheer de Volksvertegenwoordiger, de verzekering mijner hoogachting.

De Minister van Landbouw,

B^{on} VAN DER BRUGGEN.

